Embassy of the United States of America
Press and Information Office
2, avenue Gabriel
75382 Paris Cedex 08

Mitchell Moss : « C'est Moscou qui détient la clef de la levée des sanctions »

Publié le 24/04/2015 dans Le Figaro

TRIBUNE - Le porte-parole de l'ambassade des États-Unis à Paris réagit aux propos de Vladimir Iakounine, un proche de Vladimir Poutine, selon qui la solution à la crise ukrainienne se trouve exclusivement à Washington.

Dans l'entretien avec Vladimir Iakounine publié par Le Figaro le 21 avril, M. Iakounine président de la compagnie russe des chemins de fer RZD, fait un certain nombre de déclarations tout à fait incorrectes. A l'en croire, les Etats-Unis sont responsables de l'invasion de la Crimée et de la crise ukrainienne en général, et ils possèdent «la clef» pour résoudre le conflit; la Russie n'a aucune responsabilité dans cette affaire; les médias du monde entier, qui sont de parti pris, se méprennent fondamentalement sur la situation et se rendent coupables de dénaturer les faits; et les sanctions n'ont pas d'impact significatif. Enfin, il affirme que le but principal de Washington en imposant des sanctions est de voler des parts de marché à ses partenaires européens.

Aucun pays n'a tiré un profit économique des actions de la Russie en Ukraine, et nous réalisons l'impact des sanctions sur nos partenaires européens, dont beaucoup, comme la France, ont des relations commerciales importantes avec la Russie. Nous en ressentons aussi l'impact aux États-Unis: le commerce avec la Russie a baissé de quelque 10% en 2014 à la suite des sanctions. Un certain nombre de biens stratégiques - produits manufacturés, produits chimiques et machines-outils - ont été affectés et certains secteurs, tels que les exportations agricoles, qui emploient de nombreux Américains, sont en baisse de 28%.

Les sanctions ne sont qu'un des moyens par lesquels les Etats-Unis et l'Union européenne mettent en échec l'agression russe et soutiennent l'indépendance et le droit à l'autodétermination de l'Ukraine. Ensemble, nous fournissons des milliards de dollars en aide humanitaire et en garanties de prêts pour soutenir la viabilité de l'Ukraine au moment où elle engage des réformes politiques et économiques importantes. Les États-Unis se sont engagés à transférer plus d'un milliard de dollars pour soutenir les déploiements de troupes et leurs rotations, afin de rassurer nos alliés au sein de l'OTAN sur notre engagement à toute épreuve en faveur de la défense réciproque. Le 11 mars, le Secrétaire d'Etat John Kerry a annoncé que nous fournirions 75 millions de dollars supplémentaires d'aide militaire non-létale à l'Ukraine.

Le coût des sanctions, de l'assistance et de la capacité de réaction ne sont pas négligeables, mais c'est un investissement judicieux dans les perspectives à long terme de l'Europe pour une paix et une prospérité durables. Le coût paraît dérisoire au regard de l'importance des principes qui nous unissent: le principe que chaque pays a le droit de choisir son propre avenir, que la force ne fait pas le droit et que les nations doivent assumer leurs engagements internationaux.

C'est lorsque nous agissons ensemble et lorsque le message de la communauté transatlantique est uni et clair que nous sommes les plus efficaces pour mettre en échec l'agression russe. Dans le monde réel, c'est Moscou qui détient la clef de la levée des sanctions. La solution est simple: les sanctions resteront en place jusqu'à ce que Moscou s'acquitte de ses obligations en vertu des Accords de Minsk. Le président François Hollande, la chancelière Angela Merkel, le président Petro Porochenko et le président Vladimir Poutine ont négocié cet accord. Tout ce que M. Poutine a à faire pour obtenir un allégement des sanctions est de respecter ses engagements.